

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL CEPE DE LA SALESSE

ZI de Courtine
330 rue du Mourelet
84000 Avignon

Références : 81-CRARC-2025-65
Code AIOT : 0006809911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement SARL CEPE DE LA SALESSE implanté Lieux-dits La Salesse Est - Col des Sans Combe Frabresse - Bois communal de Lauze 81320 Murat-sur-Vèbre. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection prévue au plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CEPE DE LA SALESSE
- Lieux-dits La Salesse Est - Col des Sans Combe Frabresse - Bois communal de Lauze 81320

Murat-sur-Vèbre

- Code AIOT : 0006809911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de La Salesse regroupe 7 aérogénérateurs (S1 à S7, modèle Siemens) d'une puissance totale de 16,1 MW et d'une hauteur de mâts de 80 mètres. Ce parc éolien a été mis en service en décembre 2012 et est exploité par la société RES.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
15	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
17	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
13	Risques	Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-14-1	Sans objet
18	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien entretenu et sa maintenance est jugée satisfaisante. Toutefois, le suivi réglementaire des équipements sous pression doit être réalisé. Il est donc proposé à M. le préfet de **mettre en demeure** l'exploitant de réaliser ce suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration Oreol
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : Les données techniques du parc éolien sont déclarées sur la plateforme OREOL par l'exploitant. L'inspection constate que ces données sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
--

Constats :

L'inspection s'est rendue au niveau des éoliennes S1, S2 et S5 et a constaté que les voies d'accès sont carrossables et entretenues.
--

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
--

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

L'inspection a constaté que les accès au poste de livraison électrique et à l'éolienne S5 sont maintenus fermés à clef. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les éoliennes sont équipées de vidéosurveillance et d'alarmes. L'inspection a constaté la présence de ces équipements dans l'éolienne S5.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
--

Thème(s) : Risques accidentels, Identification
--

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent

notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'inspection constate que l'éolienne S5 est correctement identifiée. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées à l'entrée du chemin d'accès à l'éolienne ainsi que sur sa porte d'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection s'est rendu au pied du mât et dans la nacelle de l'éolienne S5. L'inspection constate que l'intérieur de la base de l'éolienne est propre et qu'il n'y a pas d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables. Toutefois, l'inspection constate la présence de flaque de graisse et de chiffons souillés dans la nacelle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de nettoyer la nacelle et de lui transmettre des justificatifs à l'issue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans

tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'inspection constate que l'intégralité des brides de l'éolienne S5 ont été contrôlées en octobre 2023 par l'exploitant. Les résultats de ces contrôles sont conformes. L'inspection a également constaté la présence des marquages de contrôle sur les brides du mât et de la nacelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des pales
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Le contrôle visuel des pales est réalisé tous les 6 mois, alternativement par l'exploitant et par un prestataire. L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de contrôle des pales de l'éolienne S5 par la société Vision Drone en date du 29 juillet 2024. Cette société réalise le contrôle des pales d'éoliennes à l'aide notamment de drones et qualifie les défauts sur l'échelle suivante : 0 - Aucun, 1 - cosmétique - pas d'intervention requise, 2 - mineur - à surveiller et réparer à la prochaine maintenance prévue, 3 - moyen - à réparer dans les 6 à 12 mois, 4 - majeur - à réparer urgemment, 5 - stop - mise à l'arrêt et à réparer immédiatement. Sur ce contrôle, 15 défauts mineurs et 14 défauts cosmétiques ont été constatés. L'exploitant a indiqué que les prochains contrôles sont en cours de réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des systèmes instrumentés de sécurités avec leurs fonctionnalités, les fréquences de tests et les opérations de maintenance. Les systèmes répertoriés sont notamment le capteur vent, le système de détection de survitesse, le dispositif de freinage, l'arrêt d'urgence, le parafoudre, le détecteur de fumée et le système de pitch (orientation de l'angle des pales vers le vent). L'inspection a constaté, par sondage, le dernier contrôle du système de détection de survitesse qui a été testé le 4 septembre 2024 et dont le résultat est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a présenté un registre dématérialisé et l'inspection a constaté par sondage la mention des maintenances de l'éolienne S5.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le parc est équipé d'éoliennes de la marque SIEMENS et de modèle SWT-2.3-82. L'exploitant a présenté le manuel correspondant à l'inspection. Les maintenances sont consignées dans le registre dématérialisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté dans l'éolienne S5 et dans le poste de livraison, la présence des consignes de sécurité reprenant les éléments requis dans l'article 22. L'inspection a testé les numéros d'urgence et constate qu'ils sont fonctionnels.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de prévention dont la dernière mise à jour date du 18 septembre 2024, qui contient notamment des fiches réflexes et qui est porté systématiquement à la connaissance du personnel intervenant sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux extincteurs au pied de l'éolienne S5, un à mi-hauteur du mât et deux dans la nacelle.</p> <p>L'inspection a constaté que le dernier contrôle des deux extincteurs poudre non permanent situés en bas et en haut de l'éolienne dataient de 2023 et n'étaient donc plus à jour. Les extincteurs CO2 en bas et en haut de machine ont été vérifiés en avril 2024 et sont donc à jour. L'extincteur situé à mi-hauteur n'a pas été vérifié par l'inspection mais l'exploitant a présenté un rapport de contrôle daté d'avril 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de contrôle des extincteurs à poudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Risques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-14-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :</p> <p>1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars ;</p> <p>2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à :</p> <p>a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>b) 4 bars pour les autres récipients ;</p> <p>3° Les récipients de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre ;</p> <p>4° Les générateurs de vapeur dont le volume V est supérieur à 25 litres ;</p>

5° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 1, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 ou dont le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 1 000 bars, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 25 ;

6° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 2, y compris la vapeur d'eau et l'eau surchauffée, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 et le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 3 500 bars.

II. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression nucléaires mentionnés à l'article R. 557-12-1, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble nucléaire, à l'exception des enceintes de confinement des réacteurs nucléaires et des gaines de combustibles nucléaires, pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1.

III. - Sont également soumis aux dispositions de la présente section :

1° Les accessoires sous pression installés sur les équipements mentionnés au I ;

2° Les accessoires de sécurité destinés à la protection des équipements mentionnés au I ;

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 11 accumulateurs dans la nacelle et le hub (partie tournante de la nacelle sur laquelle sont reliées les pales) de l'éolienne S5. Un pour le système de frein, un pour le pitch et trois par pales pour les mettre à 90 ° (mise en drapeau).

Ces accumulateurs présentent les caractéristiques suivantes :

Premier accumulateur :

$V = 6 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 350 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 2100 \text{ bar.L} > 200 \text{ bar.L}$;

Deuxième accumulateur :

$V = 15 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 350 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 5250 \text{ bar.L} > 200 \text{ bar.L}$;

Les neuf autres accumulateurs situés dans le hub :

$V = 15,4 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 350 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 5390 \text{ bar.L} > 200 \text{ bar.L}$.

Les six autres éoliennes sont constituées des mêmes accumulateurs. Ces 77 accumulateurs relèvent donc de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression

Prescription contrôlée :

<p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de dossier d'exploitation pour ses équipements sous pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir un dossier d'exploitation pour chacun de ses équipements sous pression.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 15 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries</p>

<p>soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de liste de ses équipements sous pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'établir la liste d'équipements sous pression exigée par l'alinéa III de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 16 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>

Constats :
L'inspection constate qu'un relevé de pression est réalisé chaque année sur ces équipements sous pression. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ce test constitue une inspection périodique telle que définie à l'article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, ou de justifier de la bonne réalisation, de l'inspection périodique de ses équipements sous pression.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la</p>

requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Le parc a été mis en service le 20 décembre 2012. L'inspection a constaté que les équipements sous pression présents ont été construits entre 2008 et 2012.

L'exploitant n'a pas présenté de requalification périodique de ces équipements sous pression et a indiqué que ces accumulateurs allaient être prochainement changés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la prochaine requalification périodique ou du changement des accumulateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2021, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Bridage chiroptères

Prescription contrôlée :

Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre.

Ce bridage doit être opérationnel, entre le 15 avril et le 31 octobre chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque :

- La température est supérieure ou égale à 10°C ;
- et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5,5 m/s ;
- [...]

Constats :

L'inspection constate que le bridage est paramétré pour être opérationnel, entre le 15 avril et le 31 octobre chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectue lorsque :

- La température est supérieure ou égale à 10°C ;
- et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5,5 m/s.

Type de suites proposées : Sans suite